

**OBSERVATOIRE DU MULTILATERALISME
EN INDOPACIFIQUE**

**Veille bimestrielle des publications
scientifiques sur l'Indopacifique n°11**

Alexis Macke, Thibault Fournol



*L'**Observatoire du multilatéralisme en Indopacifique** est un programme de recherche pluriannuel piloté par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) en coopération avec l'European Council on Foreign Relations (ECFR), l'Institut Montaigne, le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).*

Conduit avec le soutien du ministère des Armées, il vise à contribuer à une meilleure compréhension des enjeux de l'Indopacifique et à favoriser le rayonnement de la réflexion stratégique française sur et dans la région.

Toutes les publications de l'Observatoire sont disponibles [ici](#).

VEILLE BIMESTRIELLE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES SUR L'INDOPACIFIQUE

Les bulletins de veille bimestriels ont pour objectif de faire état du débat scientifique et académique sur le multilatéralisme en Indo-Pacifique, à travers la sélection de quatre publications récentes issues des principaux États de la zone : chapitres d'ouvrages, articles, etc. La rubrique « Pour aller plus loin... » propose une sélection complémentaire de publications. Une importance particulière est donnée à présenter des perspectives multiples, parfois contradictoires, et à identifier des auteurs d'origines et de profils divers.

Ce onzième bulletin présente quatre travaux d'auteurs néo-zélandais, indiens, coréens, philippin et autrichien. Dans un premier article, Marco DE JONG explore l'engagement régional de la Nouvelle-Zélande et les risques que pose une participation potentiellement plus active à l'alliance AUKUS, vis-à-vis de ses partenariats dans le Pacifique. C. VINODAN et Anju Lis KURIAN analysent la stratégie de *hedging* adoptée par la politique étrangère de l'Inde dans le contexte de la rivalité sino-américaine en Indopacifique. Ils s'intéressent ainsi aux différents aspects de cette stratégie, notamment la posture d'équilibrage et d'alignement opportuniste de New Delhi. Sung Chul JUNG et Er-Win TAN étudient ensuite, par le recours à une analyse comparée de la Corée du Sud, de Singapour et de Taïwan, les stratégies des puissances moyennes et les perspectives de coopération minilatérales face aux menaces hybrides en Indopacifique. Enfin, Joefe B. SANTARITA et Alfred GERSTL s'intéressent aux projets de coopération menés par les Philippines avec la Chine et avec l'Union européenne en matière d'infrastructure et de connectivité, en examinant notamment les perceptions différenciées de la société civile et des élites philippines sur les projets de *Belt and Road Initiative* chinois, et européens dans le cadre de *Global Gateway*.

SOMMAIRE

1. Marco DE JONG, Losing the Pacific to the Anglosphere: AUKUS and New Zealand's regional engagement », <i>Australian Journal of International Affairs</i> , septembre 2024.....	2
2. C. VINODAN, Anju Lis KURIAN, « Strategic Autonomy and India's Hedging Policies in the Indo-Pacific », <i>Journal of Asian Security and International Affairs</i> , octobre 2024	3
3. Sung Chul JUNG, Er-Win TAN, « Middle powers and minilateralism against hybrid threats in the Indo-Pacific: South Korea, Singapore, and Taiwan », <i>Australian Journal of International Affairs</i> , septembre 2024	4
4. Joefe B. SANTARITA, Alfred GERSTL, « Examining the Philippines' infrastructure and connectivity cooperation with China and the European Union », <i>Discover Global Society</i> , septembre 2024	5
5. Pour aller plus loin.....	6
5.1. Ouvrages.....	6
5.2. Articles.....	7

1. Marco DE JONG, « Losing the Pacific to the Anglosphere: AUKUS and New Zealand's regional engagement », *Australian Journal of International Affairs*, septembre 2024

Cet article analyse les conséquences potentielles de l'intégration de la Nouvelle-Zélande dans le partenariat trilatéral AUKUS, un choix stratégique qui, selon l'auteur, **représenterait un tournant majeur dans la politique étrangère néo-zélandaise**. Ce repositionnement soulève en effet des questions fondamentales et ontologiques ayant trait à la conciliation des engagements de longue date de la Nouvelle-Zélande envers un Pacifique autonome et exempt de nucléaire, avec son alignement croissant sur l'Anglosphère (Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande). AUKUS, pacte trilatéral signé en 2021 entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, se structure autour de deux piliers. Le premier pilier met l'accent sur l'acquisition de sous-marins nucléaires par l'Australie, marquant l'affirmation d'une stratégie de dissuasion nucléaire renforcée. Le second pilier, quant à lui, se concentre sur le développement de technologies militaires avancées et l'amélioration de l'interopérabilité des capacités de combat des nations membres. Cette architecture stratégique vise à **asseoir la primauté militaire de l'Anglosphère** et à contenir l'influence montante de la Chine dans l'Indopacifique, en mobilisant une posture de guerre totale, incluant l'air, la mer et le cyberspace.

L'auteur explique que la Nouvelle-Zélande, sous la pression croissante de ses alliés, envisage de s'associer au second pilier d'AUKUS. Un tel engagement marquerait une **rupture avec sa politique traditionnelle d'indépendance stratégique et de dénucléarisation**, en adoptant une logique d'alignement sur les préoccupations sécuritaires de l'Anglosphère. Depuis les élections de 2023, émerge une volonté néo-zélandaise de contribuer à cette dynamique régionale, comme en témoignent de récentes interactions diplomatiques avec les responsables australiens et américains. Cependant, cela soulève des controverses tant au niveau domestique qu'au sein des États insulaires du Pacifique, qui perçoivent un tel rapprochement comme une compromission de l'identité stratégique néo-zélandaise.

En effet, l'article met en lumière **l'antagonisme croissant entre la posture militariste d'AUKUS et les priorités des nations du Pacifique**, qui prônent un paradigme de sécurité centré sur le climat, la dénucléarisation et le développement durable. L'implication de la Nouvelle-Zélande dans AUKUS pourrait ainsi marquer une déviation de sa trajectoire historique, caractérisée par un leadership moral dans la promotion de la coopération pacifique et climatique au sein du Pacifique. L'auteur souligne que cette implication risquerait **de marginaliser la Nouvelle-Zélande au sein du Forum des Îles du Pacifique** et **de saper ses efforts de diplomatie « orientée vers le Pacifique »** qui valorisent la résilience climatique et une approche de sécurité centrée sur les besoins des populations locales. Pour l'auteur, en acceptant de s'aligner sur les puissances militaires dominantes de l'Anglosphère, la Nouvelle-Zélande risque, *in fine*, d'éroder sa position d'influence et son statut de médiateur régional au sein du Pacifique.

À propos de l'auteur : Marco de Jong est historien du Pacifique et chargé d'enseignements à la faculté de droit de l'Auckland University of Technology.

À propos de la publication : L'*Australian Journal of International Affairs* est une revue académique australienne spécialisée sur les questions politiques, juridiques, socio-économiques et de relations internationales depuis 1946.

2. C. VINODAN, Anju Lis KURIAN, « Strategic Autonomy and India's Hedging Policies in the Indo-Pacific », *Journal of Asian Security and International Affairs*, octobre 2024

C. VINODAN et Anju Lis KURIAN analysent dans cet article la complexité de la politique étrangère indienne en Indopacifique, en explorant les choix tactiques et les ajustements diplomatiques que l'Inde entreprend afin de naviguer dans un environnement régional marqué par la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine. L'Inde, aspirant à **maintenir son autonomie stratégique, adopte, selon les auteurs, une approche nuancée de hedging**, une forme de stratégie hybride permettant d'équilibrer ses engagements sans s'enliser dans des alliances contraignantes.

En effet, cette stratégie de *hedging*, incarnant un pragmatisme calculé, permet à l'Inde de **s'engager auprès des États-Unis, du Japon et de l'Australie, tout en maintenant des relations stables avec la Chine et la Russie**. Ces dernières demeurent cruciales pour préserver l'espace de manœuvre dont l'Inde a besoin pour affirmer ses aspirations de puissance régionale et globale. Pour les auteurs, la participation de l'Inde au QUAD illustre cette démarche : bien qu'elle contribue à ce format minilatéral pour un Indopacifique libre et ouvert, l'Inde veille scrupuleusement à **ne pas transformer ce dialogue en une structure militaire explicite** qui pourrait compromettre ses relations avec Pékin. L'Inde s'efforce ainsi de transformer ce forum en un espace de dialogue élargi, englobant la coopération technologique, économique et sécuritaire, évitant ainsi une lecture exclusivement militaire.

Afin de renforcer sa présence tout en préservant son indépendance, l'Inde a, en outre, déployé plusieurs initiatives stratégiques. À titre d'exemple, l'*Indo-Pacific Oceans Initiative* (IPOI) se veut un cadre de **coopération maritime inclusif**, réaffirmant ainsi l'engagement de New Delhi envers des mécanismes de coopération non exclusifs, tout en évitant les engagements contraignants. De même, la doctrine SAGAR (*Security and Growth for All in the Region*) souligne l'importance d'une architecture régionale fondée sur le respect du droit international et sur la coopération.

Aussi, l'Inde continue de donner au principe de centralité de l'ASEAN une importance cardinale dans sa vision de la région : **l'ASEAN est ainsi perçue comme un vecteur crucial de stabilité et un pivot de l'inclusivité régionale**, permettant de contrebalancer les influences des grandes puissances tout en ancrant la vision indienne stratégique dans un cadre multilatéral. Par exemple, l'Inde renforce sa présence militaire et sécuritaire au sein de mécanismes comme le Forum Régional de l'ASEAN (ARF) et l'*Extended ASEAN Maritime Forum*, ce qui lui permet de s'intégrer davantage dans les efforts de gestion de crises sans être perçue comme une force hégémonique. Toutefois, les auteurs soulignent que les tensions frontalières avec la Chine, en témoigne l'incident de Galwan en 2020, révèlent les limites de ce subtil jeu d'équilibriste. Il n'en demeure pas moins que pour eux, la proactivité de Dehli, guidée par le principe de l'autonomie stratégique, renforce *in fine* sa position dans l'ordre mondial.

À propos des auteurs : C. Vinodan est professeur de relations internationales à la Mahatma Gandhi University, à Kottayam. Anju Lis Kurian est professeur au St Thomas College Palai Autonomous, à Kottayam.

À propos de la publication : Le *Journal Of Asian Security and International Affairs* est une revue internationale spécialisée dans les questions politiques et sécurités asiatiques.

3. Sung Chul JUNG, Er-Win TAN, « Middle powers and minilateralism against hybrid threats in the Indo-Pacific: South Korea, Singapore, and Taiwan », *Australian Journal of International Affairs*, septembre 2024

Face à l'escalade des menaces hybrides, les puissances moyennes en Asie réajustent leurs stratégies pour préserver la sécurité régionale. L'analyse des auteurs se penche sur trois acteurs clés de cette dynamique : la Corée du Sud, Singapour et Taïwan, qui, en réponse aux menaces grandissantes émanant principalement de la Chine et de la Corée du Nord, développent **des stratégies minilatérales novatrices, conjuguant flexibilité et résilience**.

Les auteurs illustrent cette réorganisation stratégique à travers l'exemple de la Corée du Sud qui a, en réponse aux cyberattaques fréquentes de la Corée du Nord, entrepris **de réviser sa politique de cybersécurité nationale**. Séoul s'appuie désormais sur une coopération trilatérale renforcée avec les États-Unis et le Japon. Ce modèle lui permet de se prémunir contre les cybermenaces nord-coréennes, qui servent au développement de l'arsenal nucléaire de Pyongyang. Les auteurs suggèrent que cette stratégie de collaboration trilatérale pourrait servir de modèle à d'autres États en quête de réponses adaptatives et coordonnées face à des menaces polymorphes et mouvantes.

Singapour, à son tour, se trouve confronté à des menaces hybrides, notamment l'influence diffuse mais persistante que la Chine tente d'exercer à travers sa diaspora. Pour se prémunir contre ces ingérences, la cité-État a adopté une stratégie de « Défense Totale », englobant des mesures **robustes de lutte contre la désinformation et de cybersécurité**. Les auteurs mettent ainsi en lumière le *Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act* (POFMA), un instrument législatif visant à réguler le flux d'informations en ligne, à identifier les fausses nouvelles et à en limiter l'impact.

Quant à Taïwan, malgré son isolement diplomatique, elle se distingue par **une expertise aiguisée en matière de lutte contre les menaces hybrides**, en particulier la désinformation orchestrée par Pékin. Taïwan a ainsi su faire de son système éducatif un outil puissant, instillant une formation civique approfondie qui apprend, entre autres, aux citoyens à reconnaître et à déjouer les techniques de propagande. Les auteurs envisagent que Taïwan pourrait dès lors jouer un **rôle central dans le renforcement de la résilience régionale**, en partageant son expertise lors d'ateliers destinés à ses voisins. Ces *workshops*, axés sur la cybersécurité et la gestion des menaces hybrides, favoriseraient un échange de savoirs et de bonnes pratiques. Les auteurs entrevoient également un **rôle de leadership pour Singapour**, qui pourrait, en s'appuyant sur l'*ADMM Cybersecurity and Information Centre of Excellence*, servir de passerelle entre Taïwan et les nations d'Asie du Sud-Est. Toutefois, les auteurs expriment un certain scepticisme quant à l'élan de ces initiatives minilatérales. En effet, certains États de la région, tentés par le soutien économique et politique que Pékin peut offrir, pourraient se détourner de ces efforts de coordination régionale.

À propos des auteurs : Sung Chul Jung est Professeur à la Myongji University de Séoul. Er-Win Tan est Professeur à l'Université d'Hankuk, en relations internationales.

À propos de la publication : L'*Australian Journal of International Affairs* est une revue académique australienne spécialisée sur les questions politiques, juridiques, socio-économiques et de relations internationales depuis 1946.

4. **Joefe B. SANTARITA, Alfred GERSTL, « Examining the Philippines' infrastructure and connectivity cooperation with China and the European Union », *Discover Global Society*, septembre 2024**

Cet article explore la **coopération des Philippines en matière d'infrastructure et de connectivité**, en s'intéressant principalement aux projets menés avec la Chine sous la *Belt and Road Initiative* (BRI) et ceux envisagés avec l'Union Européenne dans le cadre de l'initiative *Global Gateway* (GGI).

L'article débute par un retour sur la présidence de Rodrigo Duterte (2016-2022), qui avait fait de **la BRI un pilier de son programme « Build! Build! Build! »**. Ce programme visait à combler les lacunes infrastructurelles du pays, avec le soutien financier de la Chine. Toutefois, malgré des investissements significatifs – en témoigne la promesse d'investissements de 24 milliards de \$ de Xi Jinping en 2016 –, des tensions se sont manifestées en raison des impacts environnementaux de certains projets, de l'arrivée massive de travailleurs chinois, et des inquiétudes croissantes quant à la dépendance économique de l'archipel vis-à-vis de Pékin.

Le successeur de Duterte, Ferdinand Marcos Jr., a adopté une approche plus nuancée en sortant du schisme sino-américain. Bien que la coopération avec la Chine se soit poursuivie, plusieurs projets BRI ont été annulés ou retardés, notamment en raison de **l'incapacité de la Chine à honorer certaines promesses de financement**, comme en témoigne ce retrait de Manille, en 2022, d'un accord de financement d'infrastructures d'une valeur de presque 5 milliards de \$. Marcos Jr. a alors intensifié les relations de l'archipel avec de nouveaux partenaires, et notamment avec l'Union européenne : cette dernière, à travers le GGI, cherche en effet à offrir des infrastructures de haute qualité tout en renforçant les normes de transparence et de bonne gouvernance dans la région, dans le cadre de sa stratégie de « *derisking* » vis-à-vis de la Chine.

L'article s'appuie en fait sur une analyse empirique, notamment des enquêtes d'opinion menées, en 2022 et 2023, auprès de citoyens philippins et d'experts locaux, révélant des perceptions variées des initiatives BRI et GGI. Ainsi, malgré une coopération intense avec la Chine, ayant permis le développement d'infrastructures répondant aux besoins de financement et bénéficiant du soutien de 65,43 % des répondants, **60,39 % des Philippins continuent de percevoir la Chine comme une menace**, notamment en raison des tensions en mer de Chine méridionale. À l'inverse, l'Union européenne jouit d'une perception favorable, mais son influence demeure limitée en raison de l'ampleur relativement restreinte de l'initiative GGI, surtout lorsqu'on la compare à la vaste envergure de la BRI chinoise. Toutefois, ces projets européens, plus modestes, sont plus simples à mettre en œuvre et représentent, dès lors, une véritable alternative intéressante pour Manille. Si la Chine reste un partenaire clé, la recherche de nouvelles coopérations, notamment avec l'UE, témoigne en effet d'une volonté de minimiser les risques de dépendance économique tout en optimisant les opportunités de développement. L'évolution des relations infrastructurelles des Philippines est donc le reflet d'un choix pragmatique stratégique face à la polarisation de la région.

À propos des auteurs : **Joefe B. Santarita** est professeur à l'Université des Philippines de Quezon City. **Alfred Gersti** est membre du département asiatique à l'Université tchèque d'Olomouc.

À propos de la publication : *Discover Global Society* est une revue transdisciplinaire publiant des travaux sur la mondialisation, le néolibéralisme et les sociétés globalisées.

5. Pour aller plus loin

Cette rubrique propose une sélection d'autres articles et ouvrages parus récemment sur l'Indopacifique. Paru en septembre 2024 aux Presses de Sciences Po, un premier ouvrage offre une synthèse inédite en langue française du concept d'Indopacifique à travers une série de chapitres soulignant à la fois la pluralité des approches et la diversité des enjeux qui caractérisent la région. Chez Routledge, un ouvrage publié en octobre 2024 s'intéresse plus spécifiquement à la vision japonaise d'Indopacifique libre et ouvert (FOIP) et aux logiques partenariales qui animent la politique étrangère du Japon dans la région. Un premier article explore ensuite les différences entre les coopérations bilatérales Australie-Japon et Corée du Sud-Japon dans le domaine de la sécurité, suivi d'une réflexion sur les opportunités et les contraintes des forces armées américaines dans le cadre d'opérations depuis des territoires alliés en Indopacifique. À partir d'une analyse comparée de Singapour, de Taïwan et de la Corée du Sud, un autre article aborde ensuite les stratégies des moyennes puissances face aux menaces hybrides dans la région. Enfin, deux travaux proposent une réflexion portant respectivement sur les réactions chinoises face à l'Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity, et sur la posture de l'Indonésie vis-à-vis de la guerre en Ukraine.

5.1. Ouvrages

Delphine ALLÈS, Christophe JAFFRELOT, *L'Indo-Pacifique*, Presses de Sciences Po, septembre 2024, 191 pages.

Dans cet ouvrage collectif dirigé par Delphine Allès (Inalco) et Christophe Jaffrelot (Sciences Po), l'Indopacifique est ausculté par une série de chapitres explorant autant la déclinaison du concept dans les différentes sous-régions qui composent cet espace et auprès des principaux acteurs de la région (Chine, États-Unis, Union européenne, Indonésie, Inde, Australie ou encore Japon) que les grands enjeux transverses qui la caractérisent. Il aborde ainsi l'Indopacifique aussi bien sous l'angle de la diplomatie scientifique et du multilatéralisme, que de celui des questions économiques et sécuritaires.

Srabani ROY CHOUDHURY, *Japan and its Partners in the Indo-Pacific. Engagements and Alignment*, Routledge, octobre 2024, 244 pages.

Ce livre examine la vision d'un Indopacifique libre et ouvert (FOIP) portée par le Japon, en réponse à l'intensification de la compétition stratégique, à la rivalité sino-américaine et à l'évolution de l'influence des États-Unis. Il analyse les priorités de la politique étrangère japonaise, y compris ses stratégies économiques, la sécurité maritime et son *soft power*. Les relations du Japon avec des partenaires clés tels que les États-Unis, l'Australie, l'Inde et d'autres acteurs, dans des cadres bilatéraux et multilatéraux, y sont également explorées.

5.2. Articles

Tomohiko SATAKE, « Explaining the difference between Australia-Japan and Japan-ROK security cooperation », *The Pacific Review*, septembre 2024.

Dans cet article, Tomohiko Satake (Aoyama Gakuin University, Japon) analyse la coopération sécuritaire limitée entre le Japon et la Corée du Sud, comparée à celle du Japon et de l’Australie, malgré la menace nord-coréenne commune. Selon lui, la divergence tient aux perceptions stratégiques : Japon et Australie voient la Chine comme une menace, alors que certains décideurs en Corée du Sud, concentrés sur le Nord, la considèrent comme relativement stabilisatrice. Cependant, la rivalité sino-américaine rapproche progressivement la Corée du Sud des positions japonaises et australiennes, encourageant une coopération élargie en Indopacifique.

Jeffrey W. HORNING et al., « Fighting Abroad from an Ally’s Land. Challenges and Opportunities for U.S. Forces in the Indo-Pacific », *RAND Corporation*, septembre 2024.

Ce rapport de la RAND Corporation examine l'augmentation des capacités militaires chinoises et les pressions sur Taïwan, soulignant la nécessité d'une posture militaire américaine adéquate en temps de paix, prête à répondre rapidement à un conflit. L'hypothèse centrale est que les États-Unis pourront accéder rapidement à leurs capacités militaires et opérer librement depuis les bases des alliés. Le rapport explore cette hypothèse en analysant les opportunités et contraintes pour l’armée américaine lorsqu'elle opère depuis les territoires alliés, en se concentrant sur le Japon, la Corée du Sud et les Philippines.

Jagannath PANDA, Daewon OHN, « Minilateralism and the new Indo-Pacific order: theoretical ambitions and empirical realities », *Australian Journal of International Affairs*, octobre 2024.

Jagannath Panda (University of Warsaw, Pologne) et Daewon Ohn (Hankuk University of Foreign Studies, Corée du Sud) analysent ici le minilatéralisme comme une alternative d'action collective entre États, particulièrement dans la région Indopacifique. Ils explorent comment le minilatéralisme est devenu essentiel à la coopération interétatique au XXI^e siècle, souvent en complément des organisations internationales traditionnelles. Selon les auteurs, en offrant aux États des outils élargis pour leurs préférences politiques, le minilatéralisme présente également des défis, tels qu'un agenda restreint, un déficit de leadership, et des questions de légitimité face à une faible institutionnalisation.

Mohamad ZREIK, « Navigating new waters: China’s strategic responses to the Indo-Pacific economic framework for prosperity », *Asian Journal of Political Science*, septembre 2024.

L'Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity (IPEF) représente un changement significatif dans les orientations économiques de la région. Cette évolution pousse la Chine à développer des réponses variées. Cet article de Mohamad Zreik (Sun Yat-sen University, Chine) explore les stratégies de Pékin, notamment ses politiques économiques et ses initiatives diplomatiques. Il analyse comment la Chine gère les défis liés à l'IPEF et les implications de ces stratégies pour l'ordre régional.

Baiq WARDHANI, Radityo DHARMAPUTRA, « Indonesia's ambivalence in the Russia-Ukraine war: Balancing equal sovereignty norms with a familial approach », *Contemporary Security Policy*, septembre 2024.

Cet article de Baiq Wardhani et Radityo Dharmaputra (Universitas Airlangga, Indonésie) examine la position de l'Indonésie pendant la guerre en Ukraine, soulignant la tension entre ses principes de politique étrangère et son approche pragmatique. Pour les auteurs, son soutien aux résolutions de l'ONU sans désigner la Russie comme agresseur illustre une ambivalence concernant l'égalité souveraine. Cette situation se reflète dans son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en appelant à des négociations de paix. L'étude montre que cette ambivalence révèle un conflit entre ses engagements normatifs et ses besoins pragmatiques.